

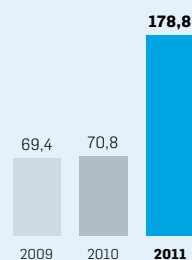
Le rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires et ses perspectives d'avenir. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes complémentaires afférentes de l'exercice financier terminé le 31 mai 2011. L'information contenue au présent document inclut tous les changements importants en date du 24 août 2011, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. L'information financière présentée ci-après est préparée selon les conventions comptables de la Société conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Cependant, elle renferme également des renseignements étant des mesures financières non conformes aux PCGR. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux PCGR sont fournis à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à 5N Plus et ses filiales.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

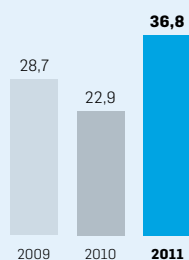
Certaines déclarations dans ce rapport de gestion peuvent inclure des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à date et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, des incertitudes et autres facteurs, qui peuvent intervenir et affecter les résultats réels, le rendement et les réalisations de la Société, et faire en sorte que ceux-ci diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, dont il est question ou escomptés dans les énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de tels écarts incluent le risque, relié à l'incapacité à obtenir les avantages escomptés de l'acquisition, à la dette supplémentaire, au crédit, aux taux d'intérêt, à la valorisation des inventaires, à la fluctuation de change, à la juste valeur, aux sources d'approvisionnement, à la réglementation environnementale, à la concurrence, à la dépendance à l'égard du personnel clé, aux interruptions des activités, à la protection des droits de propriété intellectuelle, aux activités internationales et aux conventions collectives. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes tels que « pouvoir », « devoir », « croire », « s'attendre à » de leur forme négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Les énoncés prospectifs présentés ci-après reflètent les attentes de la Société à la date du rapport de gestion et sont sujets à changement après cette date. Sauf si les lois sur les valeurs mobilières l'exigent, la direction de la Société n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations ou d'événements futurs ou d'autres changements. Lors de l'évaluation de ces énoncés, le lecteur doit tenir compte de divers facteurs, notamment les risques identifiés ci-haut. Le lecteur est avisé d'éviter de se fier outre mesure à ces énoncés prospectifs.

Rapport
de gestion

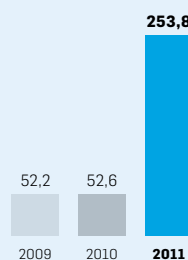
Ventes
(en millions de dollars canadiens)



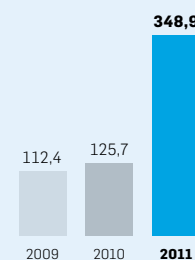
BAIIA
(en millions de dollars canadiens)



Carnet de commandes
(en millions de dollars canadiens)



Avoir des actionnaires
(en millions de dollars canadiens)



Aperçu de notre société et de nos activités

5N Plus est le chef de file dans la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), et elle compte des installations de production et des bureaux de représentation dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Principales informations financières annuelles

Exercices terminés le 31 mai	2011	2010	2009
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des montants par action)	\$	\$	\$
Résultats consolidés			
Ventes	178 828	70 763	69 373
Bénéfice net des activités poursuivies	21 641	15 143	20 868
Bénéfice net des activités poursuivies de base par action ordinaire	0,44	0,33	0,46
Bénéfice net des activités poursuivies dilué par action ordinaire	0,44	0,33	0,45
Perte nette des activités abandonnées	–	496	–
Bénéfice net	21 641	14 647	20 868
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,44	0,32	0,46
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,44	0,32	0,45
BAIIA ¹	36 771	22 926	28 680
Fonds provenant des opérations ¹	29 569	20 391	23 127
Données tirées des bilans			
Total de l'actif	783 638	138 521	128 169
Dette à long terme	126 385	4 198	3 997
Dette nette ¹	238 381	(63 171)	(60 519)
Capitaux propres	348 918	125 678	112 369

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Principales données financières trimestrielles

	AF2011				AF2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des montants par action)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	119 808	20 582	19 668	18 770	19 730	19 227	15 753	16 053
Profit brut ¹	26 459	8 652	8 862	8 352	8 671	8 204	7 359	7 618
BAIIA	19 170	5 956	5 958	5 665	6 209	6 262	5 506	4 949
Bénéfice net	10 049	3 540	4 019	4 033	4 339	4 076	3 217	3 015
Bénéfice net par								
action ordinaire de base	0,17	0,08	0,09	0,09	0,09	0,09	0,07	0,07
Bénéfice net par action ordinaire dilué	0,17	0,08	0,08	0,08	0,09	0,08	0,07	0,06
Bénéfice net des activités poursuivies	10 049	3 540	4 019	4 033	4 363	4 362	3 403	3 015
Bénéfice net des activités poursuivies								
par action ordinaire de base	0,17	0,08	0,09	0,09	0,10	0,10	0,07	0,07
Bénéfice net des activités poursuivies								
par action ordinaire dilué	0,17	0,08	0,08	0,08	0,09	0,09	0,07	0,06
Carnet de commandes ¹	253 840	71 245	62 596	57 424	52 651	53 791	53 268	56 964

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice financier 2011

- Le 8 avril 2011, la Société a conclu l'acquisition de MCP Group SA (« MCP »), un chef de file dans la production et la distribution de métaux spéciaux et leurs dérivés chimiques incluant le bismuth, l'indium, le gallium, le sélénium et le tellure. La forte hausse des résultats financiers de 5N Plus est principalement attribuable à l'apport des activités de MCP incluses aux résultats depuis le 8 avril 2011.
- Les ventes, le bénéfice net et le BAIIA ont atteint des niveaux records. Pour l'exercice financier, les ventes ont augmenté de 153 % et se chiffrent à 178,8 millions \$, le bénéfice net de 43 % pour atteindre 21,6 millions \$ et le BAIIA de 60 % pour s'établir à 36,8 millions \$, avec des fonds provenant des opérations en hausse de 45 % pour se chiffrer à 29,6 millions \$. Pour le quatrième trimestre, les ventes ont quintuplé par rapport au quatrième trimestre de l'exercice financier précédent pour se chiffrer à 119,8 millions \$, avec un bénéfice net et un BAIIA en hausse de plus de 132 % et 209 % pour atteindre respectivement 10,0 millions \$ ou 0,17 \$ par action, et 19,2 millions \$.
- Le bilan de la Société demeure solide et les capitaux propres s'élèvent maintenant à 348,9 millions \$ comparativement à 125,7 millions \$ l'année précédente, suite à l'acquisition de MCP et à l'émission, le 11 avril 2011, de 13,6 millions d'actions au prix de 9,20 \$ l'action, pour un produit brut total de 125,0 millions \$.
- En février 2011, 5N Plus a conclu une nouvelle entente de recyclage et des ententes d'approvisionnement à long terme avec First Solar, Inc. Ces nouvelles ententes, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015, incluent des hausses de quantités achetées. 5N Plus a également annoncé son intention de construire une nouvelle usine de recyclage en Malaisie.
- En plus de l'acquisition de MCP, de nombreuses initiatives de croissance ont été mises en place au cours de l'exercice, dont notamment :
 - l'acquisition d'une participation majoritaire dans Sylarus Technologies LLC (« Sylarus »), un chef de file dans la production de substrats de germanium pour les cellules solaires;
 - la construction et la mise en service d'une nouvelle installation de production de 40 000 pieds carrés à Trail dédiée à la transformation de semi-conducteurs avancés, à la purification des métaux ainsi qu'à des activités de recyclage, et;
 - une installation de recyclage de panneaux solaires à DeForest dans l'état du Wisconsin, pour laquelle la Société a obtenu un financement de 0,5 million \$ dans le cadre du programme d'énergie de l'État du Wisconsin.
- Les perspectives de la Société semblent très prometteuses avec un carnet de commandes 253,8 millions \$ comparativement à 52,6 millions \$ l'an dernier. Pour le quatrième trimestre seulement, l'augmentation du carnet de commandes se chiffre à plus de 180,0 millions \$.
- Pour la troisième année consécutive, la Société figure sur la liste des dix meilleures entreprises publiques canadiennes du secteur des technologies propres « Cleantech 10 » de Corporate Knights. La Société s'est également classée parmi les entreprises du Palmarès Technologie Fast 50^{MC} de Deloitte, et elle a remporté le prestigieux prix Technologie 15 sociétés vertes^{MC}, en plus du prix Leadership Technologie, technologies émergentes. Depuis le mois de septembre 2010, 5N Plus est inscrite à l'indice composé S&P/TSX, petites capitalisations et à l'indice composé S&P/TSX, technologies propres.

Acquisition d'entreprises

La Société a acquis deux entreprises en 2011 et une en 2010. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à partir de la date d'acquisition.

Le 8 avril 2011, la Société a fait l'acquisition de MCP pour la considération suivante : contrepartie en espèce de 144,0 millions \$ (105,8 millions €), billets à ordre et retenues en faveur des vendeurs de 85,5 millions \$ (61,9 millions €) et 11 377 797 actions ordinaires de 5N Plus à 6,91 \$ l'action pour une contrepartie de 78,6 millions \$. Les frais liés à l'opération sont approximativement de 2,1 millions \$ pour une contrepartie totale de 310,2 millions \$. Le prix de 6,91 \$ l'action a été établi d'après le cours moyen des actions de 5N Plus pour les 3 jours précédant et suivant l'annonce, moins un escompte de 20 %, basé sur la valeur d'une option de vente selon le modèle d'évaluation Black et Scholes pour tenir compte de la période de blocage visant ces actions. Dans le cadre de l'acquisition, la Société a fermé les opérations de la filiale Atlumin située à Sunnyvale en Californie et appartenant à MCP.

Le 21 juin 2010, la Société a fait l'acquisition, pour un montant de 3,0 millions \$ US (approximativement 3,1 millions \$), d'une dette convertible de Sylarus, un producteur de substrats de germanium pour cellules solaires, situé à St. George, dans l'état de l'Utah.

Le 10 janvier 2011, la Société a convenu de convertir la débenture à Sylarus en une participation majoritaire de 66,67 %. La Société a également accepté de fournir un financement additionnel de 0,8 million \$ US sous la forme d'une créance garantie pour le remboursement de la dette à court terme contractée par Sylarus.

Le 1^{er} décembre 2009, la Société a fait l'acquisition de Firebird Technologies Inc. (« Firebird ») pour un montant de 7,9 millions \$ incluant des frais reliés à l'acquisition de 0,6 million \$. Firebird est une société spécialisée dans la fabrication de métaux purs et de composés semi-conducteurs. Les principaux produits fabriqués par Firebird sont des substrats d'antimoine d'indium ainsi que des métaux purs tels que l'antimoine, l'indium et l'étain.

Le tableau suivant présente pour l'année 2011, la répartition préliminaire du prix d'achat entre les actifs identifiables acquis d'après leur juste valeur estimative, et pour l'année 2010, la répartition finale du prix d'achat entre les actifs nets identifiables acquis d'après leur juste valeur.

	MCP	Sylarus	2011	2010
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Éléments d'actifs acquis				
Placements temporaires (affectés)	18 061	–	18 061	–
Éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation	292 919	681	293 600	1 881
Immobilisations corporelles	43 837	8 048	51 885	1 521
Actifs intangibles	70 471	–	70 471	1 355
Écart d'acquisition	112 596	–	112 596	4 382
Actif d'impôts futurs	3 625	–	3 625	–
Autres actifs	2 919	200	3 119	–
	544 428	8 929	553 357	9 139
Éléments de passifs pris en charge				
Éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation	93 486	2 706	96 192	16
Emprunt bancaire et dette à court terme	125 393	–	125 393	–
Dette à long terme	23 780	1 096	24 876	858
Passif d'impôts futurs	21 370	–	21 370	517
Radiation de la note payable à 5N Plus	–	769	769	–
Intérêts minoritaires	–	1 560	1 560	–
	264 029	6 131	270 160	1 391
Contrepartie totale	280 399	2 798¹	283 197	7 748
Contrepartie				
Somme payée en espèces aux vendeurs	144 027	3 307	147 334	7 851
Émission d'actions aux vendeurs	78 621	–	78 621	–
Somme à payer aux vendeurs	85 455	–	85 455	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquises	(29 804)	(509)	(30 313)	(164)
Coût d'acquisition	2 100	–	2 100	61
Contrepartie versée	280 399	2 798	283 197	7 748

¹ Valeur comptable de la dette et de l'instrument dérivé incorporé (option de conversion) à la date d'acquisition pour cette transaction hors trésorerie.

Résultats d'exploitation

Aperçu des résultats

	Périodes de trois mois terminées le 31 mai			Périodes de douze mois terminées le 31 mai		
	2011	2010	Augmentation	2011	2010	Augmentation
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des montants par action)	\$	\$		\$	\$	
Ventes	119 808	19 730	507 %	178 828	70 763	153 %
Bénéfice brut	26 459	8 671	205 %	52 325	31 853	64 %
Bénéfice net ¹	10 049	4 363	130 %	21 641	15 143	43 %
Bénéfice net par action ¹	0,17	0,09	100 %	0,44	0,33	33 %
BAIIA	19 170	6 209	209 %	36 771	22 926	60 %
Nouvelles commandes ²	302 403	18 589	589 %	380 017	71 184	189 %

¹ Bénéfice net des activités poursuivies

² Voir Mesures non conformes aux PCGR

Ventes

Les ventes pour le quatrième trimestre terminé le 31 mai 2011 sont en hausse de 507 % et ont atteint un niveau record pour se chiffrer à 119,8 millions \$, comparativement à des ventes de 19,7 millions \$ pour la même période de l'année précédente. Incluses pour la première fois dans le quatrième trimestre, les ventes de MCP pour une période de sept semaines représentent un montant estimatif de 90,0 millions \$. Les ventes solides des principaux produits au cours du trimestre et l'augmentation du prix de vente moyen en raison de la hausse des matières premières ont également contribué à la hausse des ventes. Pour les mêmes raisons, les ventes pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011 ont également atteint un niveau record pour se chiffrer à 178,8 millions \$, en hausse de 153 %, comparativement à des ventes de 70,8 millions \$ pour l'exercice financier précédent.

Bénéfice brut

Pour le quatrième trimestre, le bénéfice brut a augmenté de 205 % pour atteindre 26,5 millions \$ ou 22 % des ventes comparativement à 8,7 millions \$ ou 44 % des ventes pour la même période l'an dernier. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, le bénéfice brut en hausse de 64 % se chiffre à 52,3 millions \$ ou 29 % des ventes, par rapport à 31,9 millions \$ ou 45 % des ventes l'an dernier. Les hausses du profit brut sont attribuables à la croissance des ventes tant pour la période de trois mois que pour l'exercice financier. Exprimée en pourcentage des ventes, la baisse du profit brut s'explique par l'inclusion des résultats financiers de MCP. Généralement, les marges brutes des produits vendus par MCP sont inférieures à celles de la Société. L'impact négatif de l'augmentation du coût de matières premières sur les prix moyens et le coût des ventes a également contribué à la baisse.

Bénéfice net

Le bénéfice net des activités poursuivies pour le quatrième trimestre a atteint un niveau record pour se chiffrer à 10,0 millions \$ ou 0,17 \$ par action, en hausse de 130 % comparativement à un bénéfice net des activités poursuivies de 4,3 millions \$ ou 0,09 \$ par action pour la même période l'an dernier. Le bénéfice net des activités poursuivies pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, a également atteint un niveau record et se chiffre à 21,6 millions \$ ou 0,44 \$ par action, représentant une hausse de 43 % comparativement à un bénéfice net des activités poursuivies de 15,1 millions \$ ou 0,33 \$ par action, pour l'exercice financier précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à la contribution des activités de MCP, qui ont généré une augmentation du bénéfice brut. L'augmentation du bénéfice brut a été partiellement compensée par des frais généraux, de vente et d'administration, ainsi que des frais financiers plus élevés.

BAIIA

	Périodes de trois mois terminées le 31 mai			Périodes de douze mois terminées le 31 mai		
	2011	2010	Augmentation (Diminution)	2011	2010	Augmentation (Diminution)
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$		\$	\$	
Bénéfice net ¹	10 049	4 363	130 %	21 641	15 143	43 %
Frais financiers et intérêts	2 094	(60)	3 590 %	1 911	(278)	787 %
Gain de change	(366)	(533)	-31 %	(1 007)	(1 184)	-15 %
Amortissement	3 142	705	346 %	5 368	2 733	96 %
Impôts	4 251	1 735	145 %	8 858	6 512	36 %
BAIIA	19 170	6 209	209 %	36 771	22 926	60 %

¹ Bénéfice net provenant des activités poursuivies

Le BAIIA a progressé de 209 % au cours du quatrième trimestre de 2011 pour atteindre 19,2 millions \$ comparativement à 6,2 millions \$ pour la période correspondante de 2010. Le BAIIA pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011 est en hausse de 60 % et se chiffre à 36,8 millions \$ comparativement à 22,9 millions \$ pour l'exercice financier précédent. L'apport de MCP dans nos résultats d'exploitation a généré un effet positif plus important sur le BAIIA que sur le bénéfice net, en raison des frais financiers et des charges d'impôts qui ne sont pas inclus dans le calcul du BAIIA.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

Les nouvelles commandes du trimestre se chiffrent à 302,4 millions \$ et à 380,0 millions \$ de l'année par rapport à 18,6 millions \$ et 71,2 millions \$ pour les mêmes périodes l'an dernier. De telles augmentations sont attribuables principalement à l'apport de MCP au carnet de commandes mais reflètent également la tendance à la hausse des nouvelles commandes reçues et du carnet de commandes tout au long de l'année, en raison des renouvellements importants de contrat et de l'élargissement de la gamme de nos produits. Le carnet de commandes se chiffre à 253,8 millions \$ au 31 mai 2011, en hausse de 382 % comparé à celui de 52,7 millions \$ au 31 mai 2010. En termes de ventes trimestrielles, le carnet de commandes de MCP est proportionnellement moins important, puisqu'une plus forte partie de ces ventes est ponctuelle.

Informations sectorielles

La Société présente ses résultats selon deux secteurs d'activités : le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités correspondantes sont gérées en conséquence par les principaux décideurs de la Société. Les données sectorielles financières et d'exploitation, les principaux indicateurs de rendement désignés, sont disponibles et utilisés pour gérer ces secteurs d'activité, pour examiner le rendement et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en termes de revenus et de bénéfice d'exploitation du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des revenus et des dépenses de l'entreprise.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les principales applications sont généralement celles des produits photovoltaïques (énergie solaire), de l'imagerie médicale, des diodes électroluminescentes (DEL), des écrans, des produits électroniques à haute fréquence et des produits thermoélectriques. La plupart de ces produits sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les revenus et les profits associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques, est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et les produits électroniques.

Les charges du siège social et les frais de vente, les frais généraux et les frais d'administration non répartis ainsi que les frais financiers, les gains ou les pertes de change et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique Siège social et autres. Le siège social est également responsable de gérer les activités en phase de développement et les coûts afférents sont déduits des revenus.

Les ventes, le BAIIA et nouvelles commandes des secteurs d'activités de la Société, sont décrits ci-après. Les activités de MCP sont réparties entre ces deux segments d'affaires. Les activités de 5N Plus avant l'acquisition de MCP sont entièrement incluses dans le segment d'affaires des Matériaux électroniques.

Division Matériaux électroniques

	Périodes de trois mois terminées le 31 mai		Périodes de douze mois terminées le 31 mai	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Ventes	62 433	19 730	121 453	70 763
Coût des produits vendus et dépenses avant amortissement	(45 085)	(13 167)	(86 528)	(46 427)
BAIIA sectoriel	17 348	6 563	34 925	24 936
Nouvelles commandes	142 230	18 589	219 844	71 184

Pour le quatrième trimestre, les ventes de la division des Matériaux électroniques sont en hausse de 216 % et se chiffrent à 62,4 millions \$ comparativement à 19,7 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, les ventes ont augmenté de 72 % pour atteindre 121,5 millions \$ comparativement à 70,8 millions \$ pour l'exercice financier précédent. Les ventes pour le trimestre et pour l'exercice financier comprennent l'apport de MCP correspondant à ce secteur à compter du 8 avril 2011. L'apport de MCP jumelé à une augmentation des ventes de produits solaires, ainsi qu'à l'élargissement de notre gamme de produits au cours de l'année explique la hausse.

Le BAIIA du quatrième trimestre pour la division des Matériaux électroniques a progressé de 164 % pour atteindre 17,3 millions \$ comparativement à 6,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, le BAIIA a progressé de 44 % pour atteindre 34,9 millions \$. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'apport de MCP correspondant à ce secteur d'exploitation.

Les nouvelles commandes au quatrième trimestre pour la division des Matériaux électroniques sont en hausse et se chiffrent à 142,2 millions \$, comparativement à 18,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les nouvelles commandes ont augmenté de 209 % pour atteindre 219,8 millions \$ comparé à 71,2 millions \$ l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à l'ajout du carnet de commandes de MCP ainsi qu'au renouvellement des contrats entre la Société et First Solar. Pour l'exercice financier, le carnet de commandes pour la division des Matériaux électroniques se chiffre à 151,0 millions \$, représentant une augmentation de 98,0 millions \$ pour l'année et 80,0 millions \$ pour le trimestre.

Division des Matériaux écologiques

	Périodes de trois mois terminées le 31 mai		Périodes de douze mois terminées le 31 mai	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Ventes	57 375	–	57 375	–
Coût des produits vendus et dépenses avant amortissement	(52 602)	–	(52 602)	–
BAIIA sectoriel	4 773	–	4 773	–
Nouvelles commandes	160 173	–	160 173	–

Les activités de la division des Matériaux écologiques comprennent uniquement celles de MCP et la Société n'exploitait aucune activité dans ce secteur avant le 8 avril 2011. Par conséquent, il n'existe aucune donnée historique aux fins de comparaison et discussion. De plus, les données présentées dans le présent rapport de gestion ne représentent que 55 % d'un trimestre typique.

Les ventes ont atteint 57,4 millions \$ au cours du quatrième trimestre et étaient principalement composées de métaux et dérivés chimiques de bismuth. Le BAIIA correspondant à ces ventes représente 4,8 millions \$.

Les nouvelles commandes se chiffraient à 160,2 millions \$ et proviennent entièrement du carnet de commandes des activités de MCP. Le carnet de commandes pour la division des Matériaux écologiques se chiffre maintenant à 102,8 millions \$, et lorsque nous le comparons à celui de la division des Matériaux électroniques, il est inférieur en terme de pourcentage des ventes, en raison de la plus grande proportion de ventes ponctuelles de ce segment d'exploitation.

Dépenses

	Périodes de trois mois terminées le 31 mai			Périodes de douze mois terminées le 31 mai		
	2011	2010	Augmentation (Diminution)	2011	2010	Augmentation (Diminution)
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	3 142	705	346 %	5 368	2 733	96 %
Frais généraux, de vente et d'administration	7 399	1 783	315 %	13 309	7 069	88 %
Recherche et développement	198	679	-71 %	2 577	1 858	39 %
Frais financiers, revenus d'intérêts et gain de change	1 728	(593)	391 %	904	(1 463)	162 %
Impôts	4 252	1 735	145 %	8 858	6 512	36 %
	16 719	4 309	288 %	31 016	16 709	86 %

Amortissement

Les dépenses d'amortissement pour le trimestre s'élèvent à 3,1 millions \$ et 5,4 millions \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, comparativement à 0,7 million \$ et 2,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. Ces hausses reflètent l'augmentation des immobilisations corporelles et de 70,0 millions \$ d'actifs intangibles à la suite de l'acquisition de MCP, pour un total d'actifs intangibles d'environ 72,0 millions \$.

Frais généraux, de vente et d'administration

Les frais généraux, de vente et d'administration se chiffrent à 7,4 millions \$ pour le quatrième trimestre et 13,3 millions \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, comparativement à 1,8 million \$ et 7,1 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. L'ajout d'équipes de direction et de vente commerciale plus importantes à la suite de l'acquisition de MCP témoigne de ces hausses. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais généraux, de vente et d'administration ont diminué passant de 9 % à 6 % pour le quatrième trimestre et de 10 % à 7 % pour l'exercice financier.

Recherche et développement

Les frais de R&D, nets des crédits d'impôt, se chiffrent à 0,2 million \$ au quatrième trimestre de 2011 comparativement à 0,7 million \$ pour le trimestre correspondant de 2010, représentant 0,2 % et 3,4 % des ventes respectivement. Cette baisse inclut un ajustement de 0,2 million \$ en crédit d'impôt, sans lequel les frais de R&D seraient semblables à ceux du quatrième trimestre de 2010. Les frais de R&D, nets des crédits d'impôt, pour l'exercice financier se chiffrent à 2,6 millions \$ comparativement à 1,9 million \$ pour l'exercice financier précédent. Suite à l'acquisition de MCP, nous prévoyons hausser nos frais de R&D car nous comptons tirer parti de notre plateforme mondiale et créer de nouvelles opportunités de croissance organique.

Frais financiers, revenus d'intérêts et gain de change

Les frais financiers combinés aux revenus d'intérêts et gain de change représentent une charge de 1,7 million \$ pour le quatrième trimestre et de 0,9 million \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011. Ceci se compare avec un gain de 0,6 million \$ et 1,5 million \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. À la suite de l'acquisition de MCP, le montant de la dette se chiffre à 238 millions \$.

Impôts

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 mai 2011, les impôts exigibles se chiffrent à 4,3 millions \$ comparativement à 1,7 million \$ pour la période correspondante de l'année dernière avec un taux d'imposition effectif de 30 % et 28 % respectivement. Les impôts exigibles pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011 atteignent 8,9 millions \$ comparativement à 6,5 millions \$ pour l'exercice financier précédent. Le taux d'imposition effectif est de 29 % et 30 % respectivement. Nous prévoyons une baisse du taux d'imposition effectif lorsque notre structure fiscale sera optimisée.

Liquidité et ressources en capital

Flux de trésorerie

	Périodes de trois mois terminées le 31 mai		Périodes de douze mois terminées le 31 mai	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	13 189	5 682	29 569	20 391
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(67 758)	529	(89 028)	(3 563)
Activités d'exploitation	(54 569)	6 211	(59 459)	16 828
Activités d'investissement	(151 609)	(785)	(169 924)	(12 578)
Activités de financement	191 758	(169)	193 359	(295)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et la trésorerie désignée	(423)	(281)	(2 052)	(534)
Diminution provenant des activités abandonnées	-	(23)	-	(496)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(14 842)	(4 953)	(38 076)	2 925

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation s'élèvent à 54,6 millions \$ pour le quatrième trimestre et à 59,5 millions \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011. En comparaison, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour les périodes correspondantes en 2010 se sont établis à 6,2 millions \$ et 16,8 millions \$ respectivement. L'augmentation de l'utilisation des activités d'exploitation s'explique principalement par la hausse des comptes clients (23,6 millions \$ pour le quatrième trimestre et 29,2 millions \$ pour l'exercice financier) et des stocks (32,1 millions \$ pour le quatrième trimestre et 52,5 millions \$ pour l'exercice financier). Les placements temporaires sont également en hausse de 29,3 millions \$ pour le quatrième trimestre et pour l'exercice financier, et sont classés comme un instrument financier en contrepartie d'un prêt pour un montant nominal identique.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement s'élèvent à 151,6 millions \$ pour le quatrième trimestre et à 170,0 millions \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, comparativement à 0,8 million \$ et 12,6 millions \$ pour les mêmes périodes l'an dernier. L'acquisition de MCP, pour une contrepartie nette de 280,4 millions \$, est présentée dans les flux de trésorerie nette de l'émission des actions, du solde du prix de vente à payer et des retenues aux vendeurs pour une somme totale de 119,2 millions \$. Les investissements en immobilisations corporelles se chiffrent à 8,4 millions \$ pour le quatrième trimestre et à 20,1 millions \$ pour l'exercice financier. Ces montants ont été utilisés pour compléter la construction de nos installations à Trail et des investissements progressifs ont été injectés dans d'autres installations du groupe, incluant celles de MCP.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 191,8 millions \$ pour le quatrième trimestre et à 193,4 millions \$ pour l'année en raison du produit de 125,9 millions \$ pour l'émission de nouvelles actions et de 73,6 millions \$ de nouvelle dette bancaire et nouveaux emprunts à court et long terme au cours du quatrième trimestre, et de l'exercice financier terminé le 31 mai 2011. Les flux de trésorerie provenant de ces activités ont principalement été utilisés pour financer l'acquisition de MCP. Pour les périodes correspondantes en 2010, les flux de trésorerie provenant des activités de financement s'élèvent à seulement 0,2 million \$ et 0,3 million \$ respectivement. Ces montants ont été générés par l'exercice d'options d'achat d'actions.

Fonds de roulement

Au 31 mai	2011	2010
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$
Stocks	293 069	27 705
Autres actifs à court terme	197 997	75 870
Passifs à court terme	(264 950)	(5 758)
Fonds de roulement¹	226 116	97 817
Ratio du fonds de roulement	1,85	17,98

¹ Voir mesures non conformes aux PCGR

Le fonds de roulement s'élève à 226,1 millions \$ au 31 mai 2011 reflétant une augmentation importante des stocks et des débiteurs à la suite de l'acquisition de MCP. Cette augmentation représente plus que le double du fonds de roulement de l'exercice précédent et reflète la nouvelle dynamique de la Société.

Ratio du fonds de roulement

Le ratio du fonds de roulement est en baisse pour atteindre 1.85 au 31 mai 2011, comparé à 17.98 au 31 mai 2010. Les ratios précédents incluaient une trésorerie élevée qui a été utilisée lors de l'acquisition de MCP.

Stocks

Au 31 mai 2011, les stocks s'élèvent à 293,1 millions \$ comparativement à 27,7 millions \$ au 31 mai 2010. Cette augmentation s'explique par l'acquisition de MCP et la consolidation de leurs stocks aux nôtres. Traditionnellement, à des fins stratégiques et d'exploitation, MCP maintenait des niveaux d'inventaires élevés et nous prévoyons maintenir ces niveaux dans le futur. L'augmentation du prix d'achat de nos principales matières premières et le démarrage de l'usine de Trail ont également contribué à cette hausse.

Dettes nettes et fonds provenant de l'exploitation

Périodes de douze mois terminées le 31 mai	2011	2010
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$
Dettes bancaires et dettes à court terme	170 675	–
Dettes à long terme incluant la portion à court terme	59 029	4 821
Solde de prix de vente et retenue incluant la portion à court terme	86 180	–
Dettes	315 884	4 821
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements temporaires (affectés)	(77 503)	(67 992)
Dettes nettes	238 381	(63 171)

La dette nette de 238,4 millions \$ au 31 mai 2011 représente notre dette une fois pris en compte les actifs liquides, tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements temporaires. Par l'intermédiaire de ses filiales, la Société détient des emprunts de plusieurs institutions bancaires en Asie, Europe et en Amérique du Nord. En août 2011, nous avons signé une nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 millions \$ qui remplacera notre facilité de crédit renouvelable de deux ans garantie de premier rang de 50 millions \$ et la majorité des facilités de crédit de MCP.

Les fonds provenant de l'exploitation s'élèvent à 12,6 millions \$ pour le quatrième trimestre et à 29,6 millions \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, comparativement à 5,7 millions \$ et 20,4 millions \$ respectivement pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par l'apport de MCP dans nos résultats financiers.

	Périodes de trois mois terminées le 31 mai		Périodes de douze mois terminées le 31 mai	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	13 189	5 682	29 569	20 391
Acquisition d'entreprises	(115 598)	–	(119 158)	(7 748)
Acquisition d'immobilisations corporelles et actifs intangibles	(8 710)	(916)	(21 099)	(4 837)
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement	(67 758)	(585)	(89 028)	(3 563)
Solde de prix de vente et retenue	(85 455)	–	(85 455)	–
Produit d'émission d'actions net des frais d'émission	119 485	16	120 269	332
Dettes prises en charge à l'acquisition	(149 173)	–	(150 269)	–
Acquisition de placements temporaires	18 061	–	18 061	–
Autres	953	976	(324)	7
	(288 195)	(509)	(327 003)	(15 809)
Incidence des fluctuations de taux de change et autres éléments hors caisse	282	233	(4 118)	69
Variation de la dette nette	(274 724)	4 940	(301 552)	4 651
Dettes nettes au début de l'exercice	36 343	56 231	63 171	58 520
Dettes nettes à la fin de l'exercice	(238 381)	63 171	(238 381)	63 171

Le ratio annualisé de la dette nette sur le BAIIA pour le quatrième trimestre terminé le 31 mai 2011 est de 6,5 et les fonds annualisés provenant des activités d'exploitation représentent 22,1 % de la dette nette. Nous anticipons une amélioration de ces deux ratios au cours des prochains trimestres en raison de l'apport bénéfique de MCP au cours d'une période complète et non seulement pour une période de sept semaines au lieu de treize comme au quatrième trimestre de 2011.

Périodes de trois mois terminées les 31 mai (ratios annualisés)	2011	2010
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ¹	6,5	s.o.
Fonds provenant de l'exploitation sur la dette nette (%)	22,1	s.o.

¹ Encaisse nette en 2010

Capital-actions

Autorisé

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

Émis et entièrement payé

Au 31 mai	2011		2010	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
(en milliers de dollars canadiens)		\$		\$
Actions ordinaires				
En circulation	70 892 627	287 464	45 627 450	82 390

Au 24 août 2011, un total de 70,918,378 actions ordinaires étaient émises et en circulation et aucune action privilégiée émise et en circulation.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (« Le Plan ») en remplacement de l'ancien plan (« l'Ancien Plan ») adopté en octobre 2007, aux mêmes conditions et termes, à l'exception que le total d'actions pouvant être émis aux fins du Plan ne peut dépasser, au total, 5 millions d'actions. Aucune option d'achat d'action n'a été émise en vertu du Plan au 31 mai 2011.

Le total d'actions pouvant être émis en vertu de l'Ancien Plan ne pouvait dépasser, au total, 10 % de l'ensemble des actions ordinaires de temps à autre. Les options peuvent être exercées en vertu de l'Ancien Plan sur une période de dix ans suivant la date de l'octroi. Les options en circulation au 31 mai 2011 peuvent être exercées sur une période n'excédant pas un délai de six ans à compter de la date de l'octroi. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année suivant le premier anniversaire de la date de l'octroi.

Pour les années terminées le 31 mai	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
Au début de l'exercice	1 596 615	4,24	1 439 055	3,78
Octroyées	262 308	4,95	436 500	5,38
Annulées	(177 518)	5,12	(171 715)	4,00
Exercées	(297 380)	3,07	(107 225)	3,09
À la fin de la période	1 384 025	4,52	1 596 615	4,24

Au 31 mai 2011, 628 765 options d'achat d'actions pouvaient être levées à un prix de levée moyen pondéré de 4,16 \$.

Régime d'unités d'actions restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un Régime d'unités d'actions restreintes (« régime d'UAR ») pour compléter le Plan. Le régime UAR permet à la Société d'octroyer aux participants des unités d'actions fictives qui s'acquissent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en espèces et comptabilisées à titre de passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif connexe liés à ces octrois est fondée sur la juste valeur des unités d'actions octroyées et est passée en charges dans les frais de vente et d'administration sur la période d'acquisition des unités d'actions. À la fin de chaque période, les variations des obligations de paiement de la Société attribuables aux fluctuations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisées dans les frais de vente et d'administration. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, la Société a octroyé 33 129 UAR et enregistré une provision de 0,09 million \$.

Régime incitatif d'octroi d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'octroi d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers dont les droits peuvent être exercés pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date de l'octroi. Les droits au titre des unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers en circulation au 31 mai 2011 peuvent être exercés pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de l'octroi. Les unités d'actions assujetties à des restrictions à l'intention des employés étrangers s'acquissent à un taux de 25 % par année, un an après la date de l'octroi. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2011, la Société a octroyé 8 549 actions restreintes et enregistré une provision de 0,01 million \$.

Ententes hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan qui consistent principalement en des contrats de location-exploitation pour certains locaux et équipements.

La Société est exposée aux risques de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger du risque des fluctuations des devises étrangères. Vous trouverez un complément d'information relié à ces contrats à la note 14 afférente aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

Obligations contractuelles

Le tableau suivant résume nos principales obligations contractuelles dans le cadre de nos activités normales au 31 mai 2011 :

Paiements exigibles par période	2012	2013	2014	2015	2016 et par la suite	Total
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et emprunt à court terme ¹	171 166	–	–	–	–	171 166
Dette à long terme ¹	7 798	40 199	7 367	6 458	10 033	71 855
Solde de prix de vente et retenue ¹	17 641	33 375	45 588	–	–	96 604
Contrats de location	1 175	1 136	501	325	649	3 786
	<u>197 782</u>	<u>74 710</u>	<u>53 454</u>	<u>6 783</u>	<u>10 682</u>	<u>343 411</u>

¹ Inclus les frais financiers

Principales conventions comptables

Recours à des estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants déclarés des revenus et dépenses pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme, ainsi que la valeur des actifs intangibles, des stocks, de l'écart d'acquisition et des autres actifs à long terme, de la provision pour le régime de prestations de retraite et de la restauration des sites. Les montants présentés et les informations fournies dans les notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile estimative aux taux suivants :

	Périodes
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans
Relations clients	10 ans
Technologie	5 ans
Frais de développement	N'excède pas 10 ans
Nom commercial et ententes de non-concurrence	2 à 5 ans

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'une entreprise acquise sur la juste valeur attribuée aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'écart d'acquisition pourrait avoir subi une dépréciation. Le test de dépréciation est basé sur la juste valeur établie à partir de modèles d'évaluation pouvant tenir compte de divers facteurs, comme les bénéfices futurs normalisés et estimatifs, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Le test annuel de dépréciation est effectué le 31 mai par la Société. Aucune perte de valeur n'a été identifiée pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.

Couverture de flux de trésorerie

Les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur. La portion efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à l'état consolidé du résultat étendu, et la portion inefficace est comptabilisée, le cas échéant, en résultat net.

Constatation de produits

Les produits tirés de la vente de biens manufacturés sont comptabilisés lorsque le titre de propriété et le contrôle des marchandises sont transférés à l'acheteur, soit généralement au moment de l'expédition, et que les encaissements sont raisonnablement assurés. Les produits sont réduits au moment où ils sont comptabilisés pour tenir compte du montant estimatif des retours et des rabais accordés au client sur la base de l'expérience passée.

Les revenus provenant des activités d'affinage en sous-traitance sont constatés à la livraison et lorsque les risques et avantages importants inhérents à ces produits sont transférés aux clients.

Stocks

Les matières premières sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Le coût des produits finis inclut la valeur des matières premières, la main-d'œuvre directe et une juste part des frais généraux de fabrication. Les dépréciations jusqu'à la valeur nette de réalisation peuvent être reprises, jusqu'à concurrence du montant de la dépréciation, en cas d'un changement de situation qui justifie l'augmentation de la valeur des stocks. Le renversement de la dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation est permis lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks.

Prises de position en comptabilité non encore adoptées

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises » qui remplace le chapitre 1581 qui porte le même nom. Ce chapitre constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3 (version révisée), Regroupements d'entreprises. Il s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

En janvier 2009, l'ICCA a publié les chapitres 1601, « États financiers consolidés » et 1602, « Participation sans contrôle », qui collectivement remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Ce nouveau chapitre définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27 (version révisée), États financiers consolidés et individuels, et s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

À compter du 1^{er} juin 2011, la Société cessera de préparer ses états financiers en vertu des PCGR du Canada, tels que décrits dans la partie V du manuel de l'ICCA — Comptabilité (« PCGR du Canada »). Elle utilisera pour principale référence les « International Financial Reporting Standards », tels que publiés par l'International Accounting Standards Board et établis dans la partie I du manuel de l'ICCA — Comptabilité. En conséquence, la direction n'a pas déterminé l'impact qu'aura le changement comptable précité sur les PCGR du Canada, changement qui entre en vigueur pour les périodes débutant le, ou après le, 1^{er} juin 2011.

Passage aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le 13 février 2008, le Comité des Normes Comptables a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les IFRS, intégralement et sans modification, pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société devra préparer ses états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} juin 2011 (« date de changement »). La Société devra fournir des données comparatives pour les périodes équivalentes de l'exercice précédent, de sorte que le 1^{er} juin 2010 constituera la date de basculement pour la Société. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, mais présentent certaines différences importantes en ce qui a trait aux principes de comptabilisation, d'évaluation et d'information. Pendant la période précédant la date de basculement, le CNC continuera de publier des normes comptables plus conformes aux IFRS, ce qui permettra d'atténuer l'incidence du passage aux IFRS. En outre, l'International Accounting Standards Board (IASB) continuera également de publier de nouvelles normes comptables ou de modifier les normes existantes pendant la période de transition, faisant que l'incidence finale de l'application des IFRS sur les états financiers consolidés de la Société ne pourra être pleinement évaluée qu'au moment où l'on connaîtra toutes les exigences des IFRS qui seront applicables à la date de basculement. Afin que le processus soit géré adéquatement, la Société a développé un plan, attiré des ressources nécessaires à l'implantation et travaille de concert avec ses auditeurs.

Les changements nécessaires aux procédures et contrôles internes existants, incluant les changements reliés au bilan d'ouverture nécessaire à l'application des IFRS, sont en cours d'évaluation. La Société n'anticipe pas des changements significatifs à ses contrôles internes reliés à la présentation de l'information financière pour l'implantation des IFRS. La technologie de l'information, les contrôles de divulgation et de procédés nécessiteront des mises à jour et des tests. Lorsque des changements significatifs sont identifiés, ceux-ci sont planifiés et testés pour s'assurer qu'il n'y a pas d'écarts matériels résultant de l'application des IFRS.

La Société prévoit des impacts modérés sur ses systèmes informatiques à l'application des IFRS. Les changements aux systèmes sont en cours pour s'assurer que les données comparatives de l'exercice terminé le 31 mai 2010 seront disponibles pour les exercices intermédiaires de 2011 et 2012. La Société apporte les changements nécessaires à ses systèmes informatiques, en créant des tableaux et bases de données nécessaires afin d'obtenir les données requises selon IFRS.

La Société poursuit la Phase 4 de son plan de conversion aux IFRS. Tel que mentionné au cours des trimestres précédents, l'équipe d'implantation des IFRS continue de travailler à la quantification des impacts associés aux secteurs clés qui affecteront la Société. Les principales étapes et mises à jour de l'exercice terminé le 31 mai 2011 sont les suivantes :

Devise fonctionnelle

IAS 1 et IAS 21 — Selon les IFRS, une entité doit évaluer ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges exprimés dans sa devise fonctionnelle correspondant à la devise de l'environnement économique principal dans lequel elle exerce ses activités. Selon l'évaluation préliminaire de la direction, la devise fonctionnelle de la Société sera modifiée au dollar américain.

Comptabilité de couverture

IAS 39 — En raison du changement de sa devise fonctionnelle, les couvertures actuelles ne s'appliqueront plus, car elles étaient fondées sur le dollar canadien comme devise fonctionnelle, laquelle sera modifiée au dollar américain selon les normes IFRS. Voir devise fonctionnelle ci-dessus.

Immobilisations corporelles

IAS 16 — La Société a complété l'identification et la quantification des composantes de chacune des catégories d'immobilisations corporelles significatives et les résultats sur l'amortissement et les bénéfices non répartis d'ouverture selon les IFRS. Selon cette norme, chacune des composantes significatives doit être amortie selon sa durée de vie utile. La durée de vie utile et le coût des composantes ont été déterminés par la direction de la Société.

Acquisition de MCP

IFRS 3 — IFRS 1 permet à la Société d'appliquer ou non cette norme aux regroupements d'entreprises antérieurs (des regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition aux IFRS). La Société a choisi d'appliquer la norme IFRS 3 pour les regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant la date de transition. Selon IFRS 3, la Société doit passer en charge les frais de transaction encourus, sauf s'ils sont liés à l'émission de titres de créance ou de capitaux propres pour effectuer le regroupement d'entreprises. Les actifs identifiables acquis et les passifs pris en charge dans un regroupement d'entreprises sont évalués à la juste valeur selon les normes IFRS, même si moins de 100 % de participation était détenue à la date d'acquisition de l'entreprise. En outre, pour chaque regroupement d'entreprises, la société peut choisir de mesurer les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise en utilisant une des deux options à la date d'acquisition. Selon cette option, la Société peut choisir d'évaluer les intérêts minoritaires à sa quote-part de la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise, en limitant l'écart d'acquisition à la participation majoritaire acquise. La deuxième option consiste à enregistrer les intérêts minoritaires à la juste valeur totale, en incluant une partie de l'écart d'acquisition attribuable à la participation sans contrôle. La Société est actuellement encore dans le processus de quantification de l'effet de la présente norme sur sa récente acquisition de MCP Group SA et continue d'évaluer l'impact global de l'année de transition.

Rémunération à base d'actions

IFRS 2 — IFRS nécessite un calcul différent de l'amortissement des frais liés aux options sur actions. En outre, dans l'évaluation de la juste valeur des options émises, la Société doit déterminer le taux de renonciation attendue sur les options. Cela changera le calcul de la juste valeur des options émises.

Dépréciation d'actifs

Principalement, l'IAS 36, « Dépréciation d'actifs », des IFRS contient une norme complète unique en matière de dépréciation en vertu de laquelle les actifs font l'objet d'un test de dépréciation de manière individuelle ou au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT, qui devront être établies, sont habituellement désignées à un niveau moindre au sein de la Société qu'une unité opérationnelle en vertu des PCGR du Canada. Des différences existent également en ce qui a trait aux méthodes d'évaluation des dépréciations, et les règles peuvent donner plus fréquemment lieu à une dépréciation.

Provisions

L'IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », exige qu'une provision soit constatée dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes : une obligation présente existe par suite d'une opération ou d'un événement passé; il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler l'obligation; et l'obligation peut être estimée de façon fiable. Dans ce cas-ci, « probable » signifie plus probable qu'improbable. Selon les PCGR du Canada, le critère de constatation dans les états financiers est « vraisemblable », ce qui représente un seuil plus élevé que « probable ». Par conséquent, il est possible que certaines provisions ou certains passifs éventuels devant être constatés selon ce critère des IFRS n'aient pas été considérés en vertu des PCGR du Canada.

D'autres différences existent entre les IFRS et les PCGR du Canada en ce qui a trait à l'évaluation des provisions, notamment la méthode utilisée pour obtenir la meilleure estimation possible lorsqu'une gamme de résultats sont équiprobables (les IFRS utilisent le milieu de l'intervalle, alors que les PCGR du Canada utilisent l'extrémité inférieure), et à l'exigence d'actualisation des provisions importantes en vertu des IFRS.

La Société estime que les impacts de la transition des PCGR canadiens aux IFRS à compter du 1^{er} juin, 2011 ne seront pas significatifs, exception faite du changement de la devise fonctionnelle de la Société.

La Société croit qu'elle sera prête à adopter les IFRS et à répondre aux exigences de divulgation requises dans les délais exigés, soit pour le premier trimestre de la Société se terminant le 30 septembre 2011.

Les informations ci-dessus sont fournies pour permettre aux utilisateurs des états financiers de la Société d'obtenir une meilleure compréhension de l'état d'avancement du projet de conversion aux IFRS de la Société, et des possibles incidences de cette conversion sur les états financiers et les mesures de rendement de la Société. Ces estimations sont fondées sur la compréhension actuelle de la Société, et les lecteurs sont avertis qu'il n'est peut-être pas approprié d'utiliser ces informations à d'autres fins. Également, ces informations reflètent nos prévisions et nos attentes les plus récentes, mais des circonstances pouvant survenir telles que des changements dans les normes IFRS, les règlements ou conditions économiques pourraient modifier nos prévisions et attentes.

Risques et incertitudes

Nous sommes sujets à un nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à notre capacité d'exécuter notre stratégie et d'atteindre nos objectifs de croissance à long terme. La Société analyse les risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Incapacité à obtenir les avantages escomptés des acquisitions

Certains ou la totalité des avantages anticipés pourraient ne pas se matérialiser, ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par notre direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Parmi eux, la possibilité de tirer avantage de l'acquisition et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects de l'exploitation pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions.

Risque de valorisation des stocks

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport à celle du marché. En raison de la nature hautement illiquide de plusieurs de ses stocks, elle compte sur une combinaison d'approche standard de mesure de risque, telle que la valeur à risque ainsi que d'une évaluation plus empirique des conditions du marché. Les décisions prises liées aux niveaux appropriés des stocks tiennent compte des calculs de valeur à risque et des conditions du marché.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous dépendons des services des membres de la direction générale et le départ de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable sur nous. Notre réussite future dépend de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise de l'industrie des métaux spécialisés et technologie d'affinage sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraisons pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Dettes supplémentaires

Nous avons pris en charge la dette de MCP à la réalisation de l'acquisition. La dette supplémentaire augmentera l'intérêt que nous devons payer de temps à autre jusqu'à ce que ces sommes soient remboursées. En outre, nous serons tenus de payer aux actionnaires vendeurs les sommes indiquées dans les billets à ordre ainsi qu'une retenue en espèces décrits dans la rubrique « La convention d'acquisition et les conventions connexes » du prospectus définitif daté du 1^{er} avril 2011. Bien que nous ayons signé une nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 millions de \$, nous pourrions avoir besoin de trouver des sources supplémentaires de financement pour rembourser la dette indiquée précédemment à échéance. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'obtenir du financement selon des modalités que nous jugeons acceptables ni même que nous pourrions tout simplement en trouver à ce moment ou à ces moments.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimons respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte d'un état de l'environnement actuellement inconnu pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement associé à ses comptes clients. La Société possède un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un client particulier. De plus, le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. La Société révisé régulièrement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux variations des taux d'intérêt en raison de sa nouvelle facilité de crédit portant intérêt soit au taux préférentiel, au taux de base des États-Unis, au taux LIBOR ou EURO LIBOR majoré d'une marge fondée sur la dette consolidée de premier rang de 5N Plus au ratio du BAIIA.

Risque de change

Nous déclarons nos résultats financiers en dollars canadiens et la majorité de nos ventes et une forte proportion de nos coûts d'exploitation sont libellées en devises locales, telles que l'euro, le dollar américain et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, réduisant les fluctuations du taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change en regard à la monnaie de fonctionnement appropriée. Nous gérons les opérations de change en concluant des contrats de change à terme lorsqu'ils sont jugés nécessaires.

Juste valeur

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements temporaires, débiteurs et autres montants à recevoir, ainsi que les créditeurs et charges à payer, la dette bancaire, ainsi que les créditeurs se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Concurrence

Nous sommes le chef de file dans la production de métaux et produits chimiques spéciaux et la concurrence pourrait venir de raffineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. La croissance attendue de la demande de nos principaux produits devrait attirer plus de raffineurs de métaux dans cette industrie et intensifier la concurrence. Bien que nous croyons que nos opérations et notre réseau commercial sont d'importants avantages compétitifs, nos concurrents pourraient s'accaparer d'une part du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation si nous n'étions pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans plusieurs cas, surtout ceux reliés à nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous porte les clients, entraîner l'annulation de nos contrats et donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous éprouvions néanmoins des interruptions, qui pourraient avoir des incidences défavorables sur nos résultats financiers.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous dépendons presque exclusivement d'une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies précieux.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, et par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs régimes juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme les grèves, les débrayages ou les lock-out, et avoir une incidence défavorable sur nos résultats.

Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 ») 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Cette attestation limite l'étendue de notre conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'exclure les contrôles, politiques et procédures de MCP, tel que permis selon le Règlement 52-109.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable, à l'exception de ceux de MCP, que :

- L'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- L'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des opérations financières ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des opérations financières ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2011 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Mesures non conformes aux PCGR

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux PCGR, et elles ne peuvent être formellement identifiées aux états financiers. Les mesures non conformes aux PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR.

Le BAIIA désigne le bénéfice net des opérations continues avant frais financiers, revenus d'intérêts, gains et pertes de change, impôts et amortissement. Nous suivons l'évolution du BAIIA, afin d'évaluer le rendement d'exploitation de nos activités permanentes avant la prise en compte des effets de certaines dépenses. La définition de ces mesures utilisées par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le carnet des commandes représente les commandes que nous avons reçues et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculées en additionnant aux revenus l'augmentation ou la réduction du carnet de commandes pour la période considérée. Nous utilisons le carnet de commandes à titre d'indicateur de nos revenus futurs, et les nouvelles commandes afin de mesurer notre capacité de préserver et faire croître nos revenus.

La dette nette nous indique à combien se chiffre notre dette en tenant compte des actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les placements temporaires. Elle est un indicateur de notre situation financière globale et elle correspond à la différence entre la dette totale, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les placements temporaires.

Les fonds provenant de l'exploitation sont un indicateur des fonds générés par les opérations avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie. La Société considère que ses fonds représentent une mesure essentielle, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance et au remboursement de sa dette.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour la croissance de l'entreprise. Le fonds de roulement est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Nous le mesurons en prenant le montant de l'actif à court terme déduction faite du passif à court terme.

Le profit brut est une mesure financière qui correspond aux ventes déduction faite des coûts des marchandises vendues. Le ratio du profit brut est exprimé en pourcentage des ventes. Nous utilisons le profit brut et le ratio de profit brut afin de mesurer l'efficacité de nos opérations et notre capacité de générer de la valeur.

Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice.

Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Des informations supplémentaires sur la Société, incluant la Notice annuelle, peuvent être consultées en ligne sur le site de SEDAR sous la rubrique Profil d'entreprise à l'adresse www.sedar.com.

Événements subséquents

En août 2011, la Société a signé une nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 millions \$ qui remplacera sa facilité de crédit renouvelable de deux ans garantie de premier rang de 50 millions \$ auprès de la Banque Nationale du Canada. La nouvelle facilité de crédit servira au refinancement de la dette bancaire actuelle et sera utilisée à d'autres fins générales, notamment pour des dépenses en immobilisations et des possibilités de croissance. La nouvelle facilité de crédit de quatre ans portera intérêt soit au taux préférentiel, au taux de base des États-Unis, au taux LIBOR ou EURO LIBOR majoré d'une marge fondée sur la dette consolidée de premier rang de 5N Plus au ratio du BAIIA. 5N Plus dispose également de facilités de crédit de 35 millions de dollars US en Asie. En tout temps, 5N Plus peut demander que la nouvelle facilité de crédit soit augmentée à 350 millions \$ par l'exercice d'une clause accordéon de 100 millions \$ supplémentaires, demande assujettie à l'examen et à l'approbation des prêteurs. En lien avec la nouvelle facilité de crédit, la Banque Nationale du Canada et la Banque HSBC ont agi à titre de co-arrangeurs de premier niveau et de chargés de la tenue des registres, et cinq autres banques, à titre de prêteurs. Tous les actifs de la Société sont donnés en garantie, à l'exception des actifs en Chine.

Le 24 août 2011, la Société a annoncé l'approbation du conseil d'administration, de changer la fin de son d'exercice financier du 31 mai au 31 décembre. Ce changement fera correspondre la date de fin d'exercice de 5N Plus et MCP, simplifiant ainsi les processus internes puisque toutes les unités d'exploitation utiliseront la même période de présentation. Le premier trimestre terminé le 30 septembre 2011 compterait quatre mois de résultats et l'année terminée le 31 décembre 2011 compterait sept mois de résultats de 5N Plus.